



ÉVÉNEMENT

La réouverture des écoles se heurte aux réalités locales

Le gouvernement a publié ce week-end le protocole sanitaire que devront respecter écoles, collèges et lycées avant de rouvrir. Les règles sont très strictes.

Marie-Christine Corbier
@mccorbier

Pour faciliter la réouverture des écoles, le gouvernement a légèrement assoupli le protocole sanitaire à appliquer. Selon la version définitive publiée dimanche, les enseignants ne seront pas obligés de faire cours avec un masque, le nettoyage des écoles pourra être en partie allégé en recourant à des lingettes et les repas à prendre en classe ne sont plus l'option « privilégiée », contrairement à ce qui avait été envisagé. La « majorité des écoles rouvrira partout sur le territoire » le 11 mai, a promis le

ministre de l'Éducation, Jean-Michel Blanquer, dans « Le Figaro ».

Les conditions restent néanmoins tellement strictes qu'elles pourraient conduire à un élargissement du service minimum d'accueil plutôt qu'à une véritable réouverture pour tous. Dans une lettre ouverte envoyée à Emmanuel Macron, relayée dimanche soir par « La Tribune », 316 maires d'Ile-de-France, dont Anne Hidalgo, ont demandé de « repousser la date de réouverture des écoles ».

Les obstacles à une large réouverture sont nombreux. Dans les écoles et collèges, les 15 élèves par classe annoncés par le gouvernement ne pourront pas être respectés partout, en raison de la distance de 1 mètre entre élèves. « On sera plutôt sur des groupes de 8 à 10 élèves », prédit Philippe Vincent, secrétaire général du SNPDEN, principal syndicat des chefs d'éta-

blissement. Si les agents d'entretien sont trop peu nombreux, seul un nombre restreint de classes sera disponible. A Paris, les 652 écoles parisiennes pourront ne pas toutes rouvrir, a prévenu Patrick Bloche, adjoint à la maire.

Eviter que les élèves ne se croisent va être compliqué, pointe l'Association des maires de France.

Eviter que les élèves ne se croisent va aussi être compliqué, pointe l'Association des maires de France : « Il faut ne jamais avoir visité une école ancienne pour savoir que le couloir, on ne va pas le changer en quinze jours ! », avait réagi jeudi, son président, François Baroin.

Du côté des régions, rien n'est simple non plus. Le président de la région Normandie, Hervé Morin, a indiqué dimanche dans « Le Parisien » qu'il ne « compt[ait] pas rouvrir les portes des lycées début juin ». Mais le président de Régions de France, Renaud Muselier, n'est pas du tout sur cette ligne. François Bonneau, président délégué de l'association, pointe le problème des transports scolaires : « On n'achète pas un car en claquant des doigts. On ne trouve pas une armée de chauffeurs supplémentaires [...] en deux minutes. »

« Rassurant »

Pour inciter les maires, le gouvernement s'apprête à assouplir leur responsabilité juridique. Cela sera « beaucoup plus rassurant pour les maires et plus entraînant pour les parents », parie François Baroin, qui pense ainsi passer de « 40 à 45 % de

parents » prêts à remettre leurs enfants à l'école, à « 50 à 55 % autour du 12 mai, voire davantage ».

Mais il faudra convaincre les syndicats. « Le 11 mai, c'est non », a déjà dit la principale organisation du primaire, le SNUipp-FSU. « Impossible et inacceptable », a protesté le SE-Unsa. FO insiste sur le risque de « double travail » pour les enseignants s'ils doivent suivre certains élèves physiquement, et d'autres à distance. Et pour la FCPE, principale fédération de parents d'élèves, « l'Etat n'est pas en capacité d'assurer une rentrée dans de bonnes conditions pour tous ».

S'ajoutent à cela des inquiétudes liées aux enfants qui présentent les symptômes de la maladie de Kawasaki. « C'est typiquement le genre de sujet qui pourrait nous amener à réviser notre montée en puissance », indique Jean-Michel Blanquer. Tout peut être toujours remis en cause. ■